

**Arrêté de création de comité de sélection  
au titre des opérations de mutation, de détachement et de recrutement par  
concours des enseignants-chercheurs**

**Le Président de l' UNIVERSITE PARIS CITE,**

VU le code de l'éducation, notamment dans ses articles L. 712-2, 5° et L952-6-1, et le cas échéant L713-9 ;

VU le décret n° 84-431 du 06 juin 1984 modifié, fixant les dispositions statutaires applicables aux enseignants-chercheurs, notamment dans ses articles 9 et suivants, et 26-1-1° et 33 (MCF) ou 46-1° et 51 (PR) ;

VU le décret n° 2022-822 du 16 mai 2022 fixant des dispositions dérogatoires à la proportion minimale de quarante pour cent de chaque sexe dans la composition des comités de sélection des concours de recrutement des professeurs des universités relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;

VU l'arrêté du 15 juin 1992 fixant la liste des corps des fonctionnaires assimilés aux professeurs des universités et aux maîtres de conférences ;

VU le cas échéant, l'avis du directeur de la composante L713-9 concernée par un recrutement sur emploi d'enseignant-chercheur ;

VU le procès-verbal de délibération du conseil académique restreint de l' UNIVERSITE PARIS CITE dans sa séance du 19/02/2026, portant avis favorable sur la composition structurelle des comités de sélection mis en place au titre de la campagne 2026 de recrutement des enseignants-chercheurs ;

VU le procès-verbal de délibération du conseil académique restreint de l' UNIVERSITE PARIS CITE dans sa séance du 19/02/2026, portant avis favorable sur la composition nominative des comités de sélection mis en place au titre de la campagne 2026 de recrutement des enseignants-chercheurs et sur la nomination des président et vice-président des comités de sélection,

**ARRETE :**

Article 1 : Un comité de sélection chargé, dans une première séance d'examiner les candidatures, puis dans une deuxième séance d'auditionner les candidats et de classer les candidatures, selon leurs mérites scientifiques, constitué pour se prononcer en qualité de jury souverain, est créé dans le cadre des opérations de recrutement à conduire sur l'emploi 260502 en 64 - Biochimie et biologie moléculaire, 65 - Biologie cellulaire, 66 - Physiologie, pour une prise de fonctions le 01/09/2026.

Article 2 : Sont nommés membres du comité de sélection pour l'emploi désigné ci-dessus :

--	--	--	--	--

<b>Civilité</b>	<b>Nom d'usage</b>	<b>Prénom</b>	<b>Interne ou externe</b>	<b>Spécialiste ou non spécialiste</b>
Monsieur	BRETON	CHRISTOPHE	Externe	Spécialiste
Monsieur	LEPRIEUR	FABIEN	Externe	Spécialiste
Madame	TASIEMSKI	AURELIE	Externe	Spécialiste
Madame	PLOTZE	FLORENCE	Externe	Spécialiste
Monsieur	MAGNE	DAVID	Externe	Spécialiste
Monsieur	Brault	Mathias	Interne	Spécialiste
Madame	QUIBLIER	CATHERINE	Interne	Spécialiste
Monsieur	CASANE	DIDIER	Interne	Spécialiste
Madame	MONNIER	VÉRONIQUE	Interne	Spécialiste
Madame	IKONOMOU-RACINE	CHRYSTELE	Interne	Spécialiste
Monsieur	CECCALDI	PIERRE-EMMANUEL	Interne	Spécialiste
Madame	MALAGNAC	FABIENNE	Externe	Spécialiste
Madame	SERRADAS PACHECO	PATRICIA	Externe	Spécialiste
Madame	AUGE	CORINNE	Externe	Spécialiste
Monsieur	BETOULLE	STEPHANE	Externe	Spécialiste
Madame	DELARUE	MARIANNE	Externe	Spécialiste
Monsieur		JEAN-		

r	CADORET	CHARLES	Interne	Spécialiste
Monsieur	WERY	Maxime	Externe	Spécialiste
Monsieur	Achaz	Guillaume	Interne	Spécialiste
Madame	RAPOSO	Graça	Externe	Spécialiste

Article 3 : Est nommé(e) président.e du comité de sélection créé pour l'emploi désigné ci-dessus, et le cas échéant, est nommé(e) vice-président.e :

CASANE DIDIER

IKONOMOU-RACINE CHRYSTELE

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de l'Université est chargé(e) de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 11/03/2026

Édouard KAMINSKI,


**Université  
Paris Cité**  


---

**Emmanuelle LE QUELLEC**  
 Pour le Président et par délégation  
 Directrice déléguée Développement RH,  
 Parcours et Organisations - DGDHRH

### **Voies et délais de recours**

Si vous estimez devoir contester cette décision, vous pouvez former :

- soit un recours gracieux auprès du président de l'université (DRH) ;
- soit un recours contentieux devant le tribunal administratif du ressort de l'établissement.

Vous pouvez exercer directement un recours contentieux devant obligatoirement intervenir dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la présente décision.

Vous pouvez également introduire un recours gracieux auprès du président de l'université auteur de l'acte. Si ce recours est exercé dans les 2 mois de la publicité de la décision, il proroge une seule fois les délais de recours contentieux.

Vous conservez ainsi la possibilité de former un recours contentieux dans un délai de 2 mois, à compter de la décision intervenue sur ledit recours gracieux. Cette décision peut être explicite ou implicite (absence de réponse de l'administration pendant 2 mois).

Dans les cas exceptionnels où une décision explicite intervient dans un délai de 2 mois après la décision implicite –et donc dans un délai de 4 mois à compter de la date du présent avis–, vous disposez à nouveau d'un délai de 2 mois à compter de la notification de cette décision explicite pour former un recours contentieux.